



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

*l'étincelle**

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 10 septembre 2018

Pour faire taire les xénophobes, faire entendre les intérêts des travailleurs

L'extrême droite suédoise n'a pas obtenu le raz-de-marée promis par son leader aux législatives de ce dimanche. Mais elle réalise son meilleur score et pourrait jouer les arbitres dans la formation du prochain gouvernement. L'extrême droite gagne des voix un peu partout en Europe, voire parvient au pouvoir, comme en Italie ou en Autriche.

Les migrants dans la ligne de mire de tous les politiciens

Certes, les raisons de cette poussée électorale varient d'un pays à l'autre. Mais le rejet des migrants joue partout un rôle moteur. C'est en polarisant les législatives allemandes de 2017 sur ce thème que le parti d'extrême droite AfD a fait une percée. Dans la récente vague d'agressions commises contre des étrangers, entre autres à Chemnitz, on a pu constater un partage des rôles : aux néonazis l'action violente, à l'AFD les déclarations médiatiques pour les justifier.

La réaction de la chancelière allemande Merkel à la percée réactionnaire de l'automne dernier a été de surenchérir elle aussi contre les migrants, même si aujourd'hui, face à l'extrême droite qui utilise la situation pour engranger des voix en vue d'une élection à venir en Bavière, elle tente de rassembler autour d'elle tous ceux que choquent les exactions violentes contre les migrants.

Quant à Macron, élu avec les voix de ceux qui craignaient une victoire de Le Pen, c'est lui qui ferme les frontières. Il fait la leçon au demi-fasciste Salvini, ministre de l'Intérieur d'Italie, parce qu'il interdit aux migrants sauvés en mer de débarquer dans son pays. Mais lui-même s'oppose avec la dernière énergie à leur entrée en France.

La copie... et l'original

Non seulement la politique d'un Macron est abjecte, mais en plus elle renforce l'extrême droite. Il y a deux ans, le gouvernant prétendu socialiste slovaque a fait campagne sur ce thème anti-migrants. Il est passé de 44 % à 28 % des voix, tandis que des néonazis entraînent pour la première fois au Parlement. Mais ce n'est pas tout. L'extrême droite a d'autres cibles pour pourrir la vie de tous.

En Pologne, le parti PiS au pouvoir veut durcir la législation sur l'avortement. En Hongrie, le Premier ministre Orbán contrôle étroitement les médias et les contenus enseignés à l'école, et empêche les associations critiquant sa politique de fonctionner. Alors que seules treize personnes ont essayé d'entrer en Hongrie le mois dernier, il prolonge au nom de la « menace migratoire » un état d'urgence qui bride les libertés de tous les Hongrois.

L'intérêt des travailleurs, c'est l'internationalisme

L'extrême droite prétend défendre les travailleurs le temps de capter leurs votes. Mais, au pouvoir, elle aussi leur mène la guerre. En Autriche, le Le Pen local, Strache, gouverne en coalition avec le Macron du coin, Kurz. Ensemble, ils ont fait voter en juillet dernier le passage de la semaine maximale de travail de 44 à 60 heures. Et, au pouvoir ou pas, l'extrême droite cherche partout à détourner les salariés de la lutte contre leurs patrons. À faire en sorte que les travailleurs s'en prennent les uns aux autres, les autochtones ou arrivés de longue date aux immigrés, plutôt que de s'en prendre aux capitalistes fauteurs de chômage et bas salaires.

Faire des plus vulnérables, des plus pauvres, de ceux qui ne peuvent même pas voter, les responsables de tous les malheurs de la société ne demande pas un grand courage. C'est à la portée du plus minable des politiciens. Que certains à gauche s'y essaient, comme Wagenknecht en Allemagne ou Mélenchon en France, n'est pas une bonne nouvelle. Pour relever la tête face aux patrons et faire reculer Macron et le Medef, le monde du travail a besoin d'idées claires pour s'orienter à une époque où le capitalisme fait peser de plus en plus de menaces sur toute l'humanité.

Les ordures, ça se jette

Le chef de PEI a encore fait des siennes cet été : il a même poussé le vice en imposant des travaux extérieurs complètement inutiles en pleine canicule. A force de brimades, de remarques racistes, de harcèlement, il n'aura que ce qu'il mérite : une bonne grève.

Et la direction Renault, qui le laisse agir, devra arrêter de s'en laver les mains.

Journée « portes ouvertes » mais pas trop

La direction organise samedi une pseudo-journée « portes ouvertes » pour les salariés de Renault. Mais, le parcours est restreint à l'amphi et à la piste de travail : pas de possibilité de montrer à la famille ou aux amis où on passe une bonne partie de notre temps chaque année. Quant à ceux d'entre nous qui travaillent dans des entreprises sous-traitantes, nous ne sommes carrément même pas invités ! Décidément, quand il s'agit des salariés, la direction y va toujours à l'économie, mais pour se servir eux-mêmes et les actionnaires, ils voient les choses en grand.

De toute façon, c'est plutôt au Siège qu'il faudrait qu'on organise une « journée portes ouvertes » : pour aller jeter un œil sur les livres de comptes et voir où vont les milliards qu'ils se font sur notre dos.

Promotion sur les rabais...

Renault tente de combler le vide de ses mesures « en faveur » des salariés par du marketing à plein tube. Cette fois-ci, c'est pour l'opération de réduction sur l'achat d'actions qu'on se fait inonder de mails et de rappels. Tout ça pour une remise de 20% alors qu'au casino de la Bourse le cours de l'action bouge sans arrêt. Le vrai cadeau, ce sont plutôt les milliers d'actions offertes gratuitement aux cadres dirigeants de Renault.

Leurs primes aléatoires, leurs promesses de récompenses individuelles, leur rabais sur les actions, tout cela, c'est pour nous faire oublier que ce qui compte, c'est notre salaire mensuel. Eh bien non ! Pour nous, c'est toujours 300 euros en plus par mois pour tous !

Une fusion dés-Humanis-ante

Les adhérents à la mutuelle Renault sont appelés à approuver la fusion d'Humanis et de Malakoff-Médéric. Sous le prétexte d'une concurrence de plus en plus rude, il s'agit en fait de se substituer de plus en plus à une Sécurité Sociale sevrée de moyens. En 30 ans, la contribution des entreprises au financement de la Sécu a baissé de 15 % et celle des ménages augmenté de 18 %. Résultat : une marchandisation accrue de la santé et des mutuelles transformées en assurances privées.

Voter pour la fusion Humanis/Malakoff, c'est aller dans ce sens. Sans compter l'impact sur les 6 600 salariés d'Humanis et les 5 900 de Malakoff-Médéric (réduction d'effectifs, synergies...). Et voter contre, c'est peut-être voir Humanis fusionner sans la mutuelle Renault, la laissant seule avec des coûts insurmontables. Le vrai choix serait de prendre sur les milliards de bénéfices des capitalistes pour financer la Sécu.

En intérim, même la vie est précaire

À Cléon, un intérimaire a tenté de se suicider en avril. La direction a mis fin à son contrat et dénie toute responsabilité. Cet opérateur sur chaîne dénonce « *d'importantes pressions* », un « *tyran* » pour cheffe, des cadences élevées et des heures supplémentaires qu'on ne peut refuser par « *crainte de perdre son poste* ».

C'est la pression au travail qui a causé son geste. Cléon compte 1600 intérimaires sur les postes les plus durs. Une main d'œuvre précaire et corvéable, et qui aurait bien des raisons de se révolter.

Il faut changer le système, pas le climat !

Sans Hulot, plus de caution « écolo »... Le ministre avait pourtant été fidèle au gouvernement, acceptant que les grands groupes fassent la pluie et le bon temps en matière d'environnement. Sur le nucléaire ou le glyphosate, il avait dû bouffer son chapeau. Un an après, lassé de tenir ce rôle, il plie bagages. Un ministre « vert » de plus ou de moins ne changera rien tant que les patrons feront la loi et décideront de tout ce qu'on produit et comment.

Pour changer la donne et arrêter la catastrophe, il faudra se débarrasser du pouvoir qu'ils ont sur nos vies.

Ventes records : l'arnaque de l'été

Cet été pendant que Hulot préparait sa sortie, les constructeurs automobiles contournaient les normes anti-pollution en immatriculant leurs véhicules avant le passage des normes EU6DTemp au 1er septembre. Bilan : une hausse historique des immatriculations de voitures neuves en France de 40 % en août par rapport à 2017 ! Renault est dans le peloton de tête avec +54 %, Dacia +46 %, Nissan +110 %...

Les véhicules sont ensuite vendus comme « occasions zéro kilomètre », mais pas zéro émission.

PSA-Opel : externaliser pour mieux exploiter

PSA-Opel a annoncé l'externalisation de son centre de R&D de Rüsselsheim en Allemagne et que 2000 salariés seront transférés chez Segula. C'est une attaque contre tous les salariés du nouveau groupe. En sous-traitant ses activités, PSA impose aux travailleurs en Allemagne un statut plus précaire. En plus, ceux-ci seront mis en concurrence avec ceux de PSA en France pour tirer les salaires et les conditions de travail de tous à la baisse.

Face à cette politique que Renault pratique aussi à sa manière, la seule solution c'est de se battre tous ensemble pour les mêmes droits.

Injustice à la source

Si Macron a paru tergiverser sur l'instauration du prélèvement de l'impôt à la source, c'est peut-être qu'il craint que les travailleurs aient une nouvelle preuve de la faiblesse de leur salaire ! En plus des problèmes techniques, ce système va permettre aux patrons de tout connaître de notre situation. Eux en revanche, ils savent dissimuler combien ils gagnent sur notre dos.

Prélevé à la source ou pas, l'impôt ne pèse jamais sur les plus riches. Pour redistribuer la richesse, il faudra aller la chercher dans les caisses des capitalistes !